

Impacts opérationnels de la loi bancaire française

Analyse comparée des propositions Volcker, Vickers, Liikanen et de la Réforme française

Présenté par Mays Lloyd MOUSSI

Introduction

Questionnement initial

- Qu'est ce qui permet de tracer une frontière entre les activités « utiles » à l'économie et celles qui ne le seraient pas ?
- Quelles seraient les conséquences de la réforme française sur le secteur bancaire ?

Intérêt du sujet

- Sujet majeur susceptible de modifier l'exercice de la profession bancaire
- Réforme renforçant les prérogatives des régulateurs
- Renforcement de la Conformité dans ses missions de contrôles

Revue de la littérature

VICKERS, John. *Independent Commission on Banking - Final Report Recommendations.* Domarn Group. London, 2011.

LIIKANEN, Erkki. *High-level Expert Group on reforming the structure of the EU banking sector – Final Report.* Bruxelles, 2012.

MOSCOVICI, Pierre. *Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires.* Paris : Assemblée nationale, 2012..

VOLCKER, Paul. *Prohibitions and restrictions on proprietary trading and certain interests in, and relationships with, hedge funds and private equity funds.* Washington, 2011.

Sources primaires

POLLIN, Jean-Paul. Quel système bancaire pour l'après-crise ?. *in Revue de l'OFCE*, 2009, N° 110

KROSZNER, Randall & RAJAN, Raghuram. Is the Glass-Steagall Act justified ? A study of experience with universal banking before 1933. *in The American Economic Review*, 1994, Vol. 84, No. 4

AGLIETTA, Michel. Le risque de système et les moyens de le prévenir dans l'union économique et monétaire. *Revue d'économie financière – Hors série : Le traité de Maastricht : quelles conséquences pour l'Europe financière ?* 1992

GEOFFRON, Patrice. Le processus de concentration de l'industrie bancaire américaine : formes et effets. *in Revue d'économie industrielle*, 1994, Vol. 70.

COUPPEY, Jézabel & SCIALOM, Laurence. Faut-il séparer les banques ? *in L'Economie politique*, 2013, N°57

ICARD, André. Les mécanismes de régulation des déséquilibres financiers aux Etats-Unis. *in Revue française d'économie*, 1991, Vol. 6, N°1.

Sources secondaires

Méthode de rédaction

Exposé critique des arguments des partisans et des opposants à la séparation des activités bancaires

Présentation analytique des principales mesures de 4 projets de réforme

(règle Volcker, rapports Vickers et Liikanen, projet de loi bancaire français)

Etude approfondie du projet de loi bancaire français

(notamment sur la difficulté de tracer une frontière entre « spéculatives » et les activités « utiles à l'économie »)

Analyse prospective des conséquences de la réforme sur le secteur bancaire français et la fonction Conformité

Arguments des partisans et des opposants à la séparation des activités bancaires

Arguments des partisans de la séparation

Limiter l'aléa moral et le risque systémique

Limiter la création monétaire à destination des marchés

Réduire le risque d'absorption des dépôts pendant les faillites

Arguments des opposants à la séparation

Banques universelles = meilleure diversification

Risque pour le financement des Etats européens

Perte de compétitivité des banques / hausse des coûts de crédit aux entreprises

Que proposent Volcker, Vickers et Liikanen ?

Volcker

- Interdiction du proprietary trading aux banques dont l'Etat garantit les dépôts
- Interdiction de la détention des fonds spéculatifs et de capital investissement

Vickers

- Cantonnement des activités de banques de détail
- Renforcement des exigences en fonds propres et de la résilience des banques
- Préférence en faveur des déposants en cas de liquidation

Liikanen

- Filialisation de la négociation pour compte propre
- Mise en place de plans de redressement et de résolution réalistes
- Affectation d'instruments spécifiques au renflouement interne

Les propositions de la réforme bancaire française (1/2)

(La séparation)

Banque universelle actuelle

Filiale dédiée aux activités de marché qui ne sont pas utiles au financement de l'économie	Activités "toxiques" et interdites	Activités nécessaires au financement de l'économie
Trading pour compte propre	Négoce sur dérivés de matière première	Dépôts / Crédits
Opérations pour compte propre avec OPC à effet de levier, lorsque l'établissement n'est pas garanti par une sureté	Trading à haute fréquence (limite l'annulation des ordres)	Moyens de paiement
		Toute autre activité ne ressortant pas des 2 premières catégories (en particulier la tenue de marché)

Les propositions de la réforme bancaire française (2/2)

Régime de résolution – Surveillance macro-prudentielle

Régime de résolution

Plans de résolution établis pour les banques
(au-delà d'une taille de bilan fixée par décret)

ACP => ACPR

Fonds de garantie des dépôts et de résolutions

Mesures de résolution : L'ACPR a tous les pouvoirs
(révocation des dirigeants, ...)

Surveillance macro-prudentielle

Conseil de régulation financière et du risque systémique => Conseil de stabilité financière (CSF)

CSF :

- définit la politique macro-prudentielle
- Evalue l'ampleur des risques systémiques

Pouvoirs des régulateurs

ACPR : Pouvoir de limiter ou suspendre certaines opérations menées par un établissement

AMF : introduction du manquement d'entrave et des visites domiciliaires

La difficulté de tracer une frontière entre « spéculatives » et les activités « utiles à l'économie »

- **La notion d'activités « utiles à l'économie » est une notion abstraite**
 - *La plupart des services bancaires sont réalisés pour le compte et à destinations des clients*
 - *La nature des activités n'explique pas l'origine des crises.*
- Origine des crises : Tension de liquidité, fonds propres et Crédits*

- **La plupart des services proposés par les banques sont liés entre eux**

- **Les activités de marché concourent au financement des Etats et des entreprises**

Conséquences de la réforme sur le secteur bancaire français

Conséquences négatives et positives possibles

Conséquences négatives possibles

Asymétrie dans les exigences de transparence au dépend des banques françaises

Distorsion de concurrence avec les USA et les grands pays émergents

Réduction de l'offre de services des banques

Fragilisation de la BFI et hausse du coût du crédit aux entreprises

Limitation de l'exposition au risque des établissements bancaires français

Renforcement de la confiance envers le système bancaire français

Appréciation de la valorisation boursière des banques françaises

Organisation innovante du redressement des banques en cas de crise

Conséquences positives possibles

Impacts sur les contrôles de Conformité

Quels contrôles peuvent être mis en place par la Conformité ?

Mise en place d'axes de contrôle spécifiques

- sur le respect du seuil au-delà duquel le market making doit être filialisé
- sur le respect de mesures de ségrégation des activités
- sur l'adaptation des plans de résolution aux activités de l'établissement

Renforcement des mesures de surveillances des services aux collectivités locales

- Cartographie des risques des instruments financiers interdits aux collectivités locales
- Vérifier à la bonne information des collectivités locales sur les produits financiers souscrits

Formation

Formation des collaborateurs à la nouvelle réglementation

Merci